

1	1956	coordination (1)
---	------	------------------

L. 5026/2.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section
de législation, deuxième cham-
bre, saisi par le Ministre de la
Justice, le 21 décembre 1955,
a émis une demande d'avis sur un pro-
jet de loi "établissant, dans le
système pénal, la suspension du
prononcé de la condamnation, le
recours à l'exécution des peines
et la mise sous probation", a
donné le 23 mai 1956 l'avis sui-
vant :

De RAAD VAN STATE, afdeling
wetgeving, tweede kamer, de 21e
december 1955 door de Minister
van Justitie verzocht hem van ad-
vies te dienen over een ontwerp
van wet "waarbij in het strafstel-
sel de opschorting van de uit-
spraak der veroordeling, het uit-
stel van de tenuitvoerlegging
der straffen en de opdeproefstel-
ling worden ingevoerd", heeft de
23e mei 1956 het volgend advies
gegeven :

Le projet soumis au Conseil d'Etat introduit dans le droit pénal belge un régime nouveau qui présente les caractéristiques suivantes :

1. Il permet en premier lieu au juge, lorsque la condamnation à prononcer comme peine principale ne lui paraît pas devoir être supérieure à un emprisonnement de deux ans, de suspendre la condamnation si le prévenu n'a pas encouru de condamnation antérieure à une peine criminelle ou à un emprisonnement correctionnel principal.

La condamnation ne sera pas prononcée si, dans un délai que la juridiction détermine et qui ne peut être inférieur à un an ni supérieur à cinq ans, le prévenu n'encourt pas une condamnation à une peine criminelle ou à un emprisonnement correctionnel principal.

2. S'il l'estime utile, le juge peut subordonner cette faveur (la suspension de la condamnation) à l'engagement par le prévenu de respecter pendant ce délai les conditions de probation qu'il détermine.

La survenance d'une condamnation à une peine criminelle ou à un emprisonnement correctionnel principal dans le délai fixé entraîne de plein droit la révocation de la suspension de la condamnation qui sera, dès lors, prononcée par le juge saisi de l'infraction nouvelle.

Si la conduite de la personne qui fait l'objet d'une mesure de probation laisse gravement à désirer ou si elle n'observe pas les conditions imposées, le bénéfice de la suspension peut lui être retiré par la juridiction qui l'a accordé . De nouvelles mesures de probation peuvent d'ailleurs lui être imposées.

3. Le projet maintient l'institution du sursis telle qu'elle existe dans la législation en vigueur (loi du 31 mai 1886, modifiée par la loi du 14 novembre 1947, article 9).

La juridiction qui prononce la condamnation peut cependant subordonner le sursis à l'engagement par le condamné de respecter pendant le délai du sursis les conditions de probation qu'elle détermine, lorsque le condamné n'a pas encouru de condamnation antérieure à une peine criminelle.

L'exécution d'une condamnation qui a été suspendue n'a pas lieu si le sursis n'est pas révoqué.

Le sursis avec probation est révoqué de plein droit, comme dans le cas du sursis simple, si le condamné encourt pendant le délai fixé une condamnation à une peine criminelle ou à un emprisonnement correctionnel principal de plus d'un mois.

Si la conduite de la personne qui fait l'objet d'une mesure de probation laisse gravement à désirer ou si elle n'observe pas les conditions imposées, la juridiction peut révoquer le bénéfice du sursis ou imposer des conditions nouvelles.

Dans tous les cas où le juge recourt à la probation, qu'il s'agisse de la suspension du prononcé de la condamnation ou de la suspension de l'exécution de la condamnation, la surveillance des mesures de probation est soumise au contrôle de commissions instituées par le Roi auprès des tribunaux de première instance siégeant au chef-lieu des provinces.

Ces commissions sont assistées, dans l'exécution de leur mission, par des agents de probation dont les fonctions et le statut sont déterminés par le Roi.

+
+ +

La suspension du prononcé de la condamnation sans probation peut être décidée par toutes les juridictions de jugement, à l'exception des cours d'assises, et, dans des conditions particulières, par la chambre du conseil.

La suspension du prononcé de la condamnation avec probation peut être décidée par toutes les juridictions de jugement, à l'exception de la Cour d'assises et du tribunal de police, et par la chambre du conseil dans des conditions particulières.

Le sursis avec probation peut être accordé par toutes les juridictions de jugement, à l'exception du tribunal de police.

Le bénéfice de la probation n'est accordé que moyennant l'engagement du prévenu ou du condamné de se soumettre aux conditions fixées par le juge.

Lorsque la chambre du conseil est amenée à prononcer la suspension de la condamnation, avec ou sans probation, le réquisitoire conforme du procureur du Roi est requis et le dommage causé à autrui par l'infraction doit avoir été réparé.

+
+ +

Le projet fait suite à un précédent projet déposé au Parlement le 11 novembre 1952, au sujet duquel le Conseil d'Etat a donné un avis le 9 juillet 1952 (Doc. parl. Chambre 1952-1953, n° 11, Chambre 1954-1955 - 234, n° 2).

Le projet du 11 novembre 1952, de portée beaucoup plus restreinte, ne prévoyait pas l'instauration de la suspension de la condamnation, ni de la suspension de la condamnation avec probation. Il se bornait à introduire le régime de la probation en matière de sursis. Il ne soulevait pas les problèmes que pose l'introduction, dans notre système pénal, de la suspension de la condamnation et qui appellent les observations qui vont suivre.

OBSERVATIONS.

=====

Article 2.

Selon l'article 2 qui institue la suspension du prononcé de la condamnation, et l'article 3 qui règle la matière du sursis, il ne peut être recouru à la probation que si le prévenu ou le condamné s'engage à respecter les conditions fixées.

Le projet n'indique ni le moment où sera pris l'engagement, ni les formes qu'il revêtira.

Ces précisions, qui ressortissent à la procédure, devraient être données par la loi.

A cet égard les règles suivantes pourraient être adéquates :

Dans les cas où la juridiction envisage de recourir à la suspension de la condamnation avec probation, le juge statue sur la culpabilité, puis entend le ministère public et le coupable sur les conditions de probation auxquelles il subordonnerait la suspension de la condamnation.

Si le coupable adhère aux conditions fixées par le juge, son adhésion est actée à la feuille d'audience et le juge prononce la suspension de la condamnation.

Si le coupable refuse d'adhérer aux conditions de probation, le juge applique la peine prévue par la loi.

+

+ +

Le projet prévoit à l'article 2, § 2, l'intervention de la chambre du conseil pour statuer sur la suspension de la condamnation, avec ou sans probation, "hors le cas où l'infraction a causé à autrui un dommage non définitivement indemnisé".

.../...

La chambre du conseil ne peut intervenir que de l'accord de l'inculpé et sur les réquisitions conformes du procureur du Roi.

La chambre du conseil se prononce soit à la fin d'une instruction normale, soit, s'il n'y a pas eu intervention du juge d'instruction, sur citation du procureur du Roi.

Juridiction d'instruction, la chambre du conseil siège à huis clos.

Par suite de la compétence nouvelle que lui donne le projet, elle est appelée, en l'espèce, à se prononcer au fond : elle doit constater la culpabilité de l'inculpé.

Dès lors se pose le problème de la conformité de la procédure à huis clos avec le principe inscrit à l'article 96 de la Constitution et relatif à la publicité des audiences des tribunaux.

La disposition de l'alinéa 4 du § 2 prévoit que "si l'inculpé le demande, la chambre du conseil ... ordonne la publicité des débats sous réserve de l'application de l'article 96 de la Constitution".

Cette disposition n'assure pas d'une manière adéquate le respect des dispositions constitutionnelles. La publicité des audiences, plus particulièrement encore en matière pénale, n'a pas été organisée dans le seul

.../...

intérêt des prévenus mais dans l'intérêt de la justice elle-même dont l'action doit se dérouler au grand jour de manière que tous les citoyens la puissent contrôler.

RAIKEM, rapporteur à la section centrale du Congrès, s'exprime comme suit à ce sujet :

"Il est une garantie qui s'applique à tous les tribunaux : c'est la publicité. Les juges seront plus circonspects dans leurs décisions si elles sont exposées à la censure du public".

ORBAE écrit, d'autre part (Le droit constitutionnel de la Belgique, T. 2, p.663) :

"La publicité des audiences, c'est-à-dire des instructions et débats judiciaires, est favorable à la bonne administration de la justice.

Elle rend les juges plus prudents dans l'accomplissement de leur mission.

Elle les soumet au contrôle du public et de la presse et assure ainsi le respect des formes judiciaires.

Dans les matières répressives surtout, la publicité est pour les inculpés une précieuse garantie : elle force l'accusation à faire valoir ses moyens devant tous, et dès lors leur assure le bénéfice des protestations et des résistances qui surgissent parmi les citoyens, quand s'éveille en eux le sentiment d'une injustice qui se commet ou d'une oppression qui se prépare. On a dit aussi que la publicité des débats judiciaires développe les connaissances juridiques, vulgarise la connaissance des lois et n'est pas à négliger comme moyen de prévenir les violations du droit pénal".

Le même problème s'est posé lors de l'élaboration de la loi du 9 avril 1930 de défense sociale à l'égard des anormaux et des délinquants d'habitude.

Le législateur de 1930 a admis la compétence de la chambre du conseil pour se prononcer sur la mise en observation dans une annexe psychiatrique et sur l'internement des inculpés.

En matière d'internement, l'article 9 de la loi de 1930 prévoit, comme le présent projet, que "si l'inculpé le demande la chambre du conseil et la chambre des mises en accusation entendent les témoins et ordonnent la publicité des débats, sous réserve de l'application de l'article 96 de la Constitution".

La question de la publicité des débats n'a pas donné lieu à discussion au Parlement.

M. WIGNY a noté toutefois (Droit constitutionnel, tome II, p.769), au sujet de cette loi, que "certains font remarquer que contrairement à l'article 96 de la Constitution, la publicité des débats est exceptionnelle et subordonnée à une demande formelle du prévenu (articles 5 et 9) ".

En matière de défense sociale, la chambre du conseil se borne à constater que les faits sont constants et qu'ils ont été commis par l'inculpé. Elle ne se prononce pas sur la culpabilité.

Au contraire, dans le projet soumis au Conseil d'Etat, la chambre du conseil constate non seulement que les faits sont constants et ont été commis par l'inculpé, mais encore que celui-ci est coupable. Seule la condamnation n'est pas prononcée. Si, par la suite, survient une cause de révocation de la suspension de la condamnation, la juridiction qui sera appelée à se prononcer sur la révocation ne pourra plus remettre en cause la culpabilité de l'inculpé. Celle-ci devra être tenue pour acquise et la condamnation suspendue devra être prononcée.

L'intervention de la chambre du conseil en ce domaine soulève d'ailleurs d'autres difficultés que celles qui naissent de l'absence de publicité.

Il n'appartient pas à cette juridiction d'instruire les affaires qui viennent devant elle.

Elle ne peut, pour s'éclairer, entendre des témoins ni recourir à d'autres mesures d'instruction. Elle doit s'en tenir soit à l'instruction qui a été faite, soit à l'information du ministère public. Lorsqu'elle s'estime insuffisamment éclairée, elle est placée devant l'alternative de rendre une ordonnance de non lieu ou, si les charges sont néanmoins suffisantes, une ordonnance de renvoi.

L'intervention de la chambre du conseil est de nature à provoquer des contrariétés de décisions au sein de la même juridiction. Il en serait ainsi chaque fois qu'après avoir refusé le bénéfice de la suspension de la condamnation, elle aurait renvoyé devant le juge du fond

qui pourrait, en statuant le cas échéant à la lumière des mêmes éléments, accorder la suspension de la condamnation refusée par la chambre du conseil.

Ces considérations conduisent à la conclusion qu'il serait expédient de ne pas donner à la chambre du conseil la compétence prévue par le projet, sauf à organiser selon les opportunités une chambre de probation au sein des juridictions de jugement.

+
+ +

Le § 4 de l'article 2 prévoit que la condamnation n'est pas prononcée si la suspension n'est pas révoquée.

L'écoulement du délai et éventuellement l'exécution des conditions de probation mettent fin à l'action publique.

Cette disposition pose le problème du sort de la prescription de l'action publique pendant le délai fixé. Le projet et l'exposé des motifs n'y font pas allusion.

Selon les déclarations du délégué du Gouvernement, la prescription de l'action publique est suspendue depuis la décision de suspension de la condamnation jusqu'à l'expiration du délai d'épreuve.

.../...

L'article 9 organise la révocation de plein droit de la suspension de la condamnation lorsque certaines condamnations sont prononcées contre le bénéficiaire de la suspension pendant le délai d'épreuve.

L'article 11 organise la révocation facultative de la suspension de la condamnation avec probation si la conduite du bénéficiaire de la mesure laisse gravement à désirer ou s'il n'observe pas les conditions de probation imposées.

La révocation de la suspension de la condamnation a une incidence sur le sort de la prescription de l'action publique.

De même, la révocation du sursis, ainsi qu'il sera dit à propos de l'article 4 ci-après, a une incidence sur le sort de la prescription de la peine.

La matière de la prescription sera traitée dans son ensemble lors de l'examen de l'article 9.

+

+ +

.../...

Le § 5 contient une disposition analogue à celle de l'article 24 de la loi sur la protection de l'enfance qui enjoint aux autorités de ne pas mentionner "les poursuites exercées contre des enfants".

Cette disposition, pas plus que l'article 24 précité, ne fait obstacle à l'application de l'arrêté du Régent du 28 décembre 1950 portant règlement général sur les frais de justice en matière répressive lequel, dans son article 125, attribue pouvoir au procureur général près la Cour d'appel et à l'auditeur général près la Cour militaire d'autoriser la délivrance des expéditions ou copies des actes d'instruction ou de procédure en matière criminelle, correctionnelle et de police.

Article 3.

L'article 3 traite de la condamnation prononcée avec sursis.

Les conditions d'octroi du sursis sont différentes selon qu'il s'agit du sursis simple ou du sursis avec probation.

Le sursis simple est celui du régime actuellement en vigueur. Il n'est guère innové en la matière. Il ne peut être octroyé que si la peine prononcée ne dépasse pas deux ans (§ 1er).

.../...

La peine prononcée peut dépasser deux ans lorsque le sursis est octroyé sous probation. Dans ce cas, seules les peines criminelles sont exclues de ce régime (§ 2).

Le § 1er reprend en grande partie le texte de l'article 9 de la loi en vigueur. Il le modifie toutefois en prévoyant que le sursis octroyé devra toujours s'appliquer à toutes les peines d'emprisonnement principal prononcées.

Cette modification serait exprimée plus clairement comme suit :

"Les juridictions de jugement, en condamnant à une ou plusieurs peines, peuvent, si le condamné n'a pas encouru de condamnation antérieure à une peine criminelle ou à un emprisonnement principal de plus de trois mois, ordonner par décision motivée qu'il sera sursis à l'exécution du jugement ou de l'arrêt, ou des peines qu'elles déterminent, pendant un délai dont elles fixent la durée à compter de la date du jugement ou de l'arrêt, mais qui ne peut être inférieur à une année ni excéder cinq années.

Toutefois, lorsque ces juridictions limitent le sursis à certaines des peines qu'elles prononcent, elles doivent l'appliquer à toutes les peines d'emprisonnement principal".

.../...

Article 4.

Le § 1er de cet article pourrait être rédigé plus simplement comme suit :

" § 1er. La condamnation n'est pas exécutée si le sursis n'est pas révoqué".

Cette disposition ne modifie pas le régime en vigueur.

Le principe que la prescription de la peine ne prend pas cours pendant le sursis reste d'application.

L'article 9, § 2, prévoit que le sursis est révoqué de plein droit par la survenance d'une condamnation nouvelle. Cette disposition n'innove pas davantage.

L'article 11 prévoit que le sursis avec probation peut être révoqué si la conduite de l'intéressé laisse gravement à désirer ou s'il n'observe pas les conditions de probation imposées.

Comme il a été dit à propos de l'article 2, les problèmes que pose la prescription de la peine en cas de révocation de sursis seront traités dans leur ensemble lors de l'examen de l'article 9.

.../...

Le § 3 prévoit, comme la loi existante, de quelle manière les peines prononcées à la "colonie" sont assimilées aux peines prononcées par les tribunaux belges.

Il y a lieu de remplacer le mot "colonie" par les mots "Congo belge " et "Ruanda-Urundi".

Une modification de forme pourrait, en outre, y être apportée. Ce paragraphe serait rédigé comme suit :

" § 3. Pour l'application des articles 2, 3 et 9 de la présente loi, les peines de servitude pénale de huit jours à cinq ans, prononcées par les tribunaux du Congo belge et du Ruanda-Urundi, sont assimilées à une peine correctionnelle. Elles sont assimilées à une peine criminelle lorsqu'elles dépassent cinq ans".

Article 5.

La rédaction de l'article 5 pourrait être précisée de la manière suivante :

"Article 5.-

Les inculpés et les condamnés auxquels une mesure de probation a été imposée en vertu de l'article 2 ou de l'article 3 sont soumis au contrôle de

commissions de probation instituées par le Roi auprès du tribunal de première instance siégeant au chef-lieu de la province.

Ces commissions sont assistées dans l'exécution de leur mission par des agents de probation dont les fonctions et le statut sont déterminés par le Roi".

Article 6.

Cet article règle la composition des commissions de probation.

Il prévoit notamment qu'elles comprennent un avocat choisi sur une double liste de trois noms présentée par le procureur du Roi et le bâtonnier de l'Ordre. Il ne permet pas de déterminer de quel procureur du Roi ni de quel bâtonnier il s'agit.

Il conviendrait, si telle est l'intention du Gouvernement, de préciser qu'il s'agit du "procureur du Roi et du bâtonnier de l'Ordre exerçant leur charge au chef-lieu de la province".

+

+ +

.../...

L'alinéa 2 prévoit que "la compétence territoriale et le fonctionnement de ces commissions sont réglés par le Roi".

Il résulte des déclarations du délégué du Gouvernement que la compétence, sauf dérogation, sera déterminée par le domicile du prévenu ou du condamné.

Il conviendrait de formuler ce principe dans la loi elle-même.

Cet alinéa pourrait être rédigé comme suit :

"Sauf les dérogations établies par le Roi, la compétence territoriale est déterminée par le domicile du prévenu ou du condamné.

Le Roi règle le fonctionnement de ces commissions".

Article 8.

Le § 2 de cet article prévoit que : "Le ministère public, par réquisition, et la personne soumise à l'épreuve, par requête, peuvent introduire, devant la juridiction qui a prononcé la mesure de probation, un recours contre les décisions rendues par la commission en vertu du § 1er du présent article.

Toutefois, la personne soumise à l'épreuve ne peut exercer ce recours que si la décision de la commission a aggravé les conditions fixées par la décision

.../...

judiciaire ou si les formalités prescrites à l'alinéa 3 du § 1er du présent article n'ont pas été observées".

Il résulte de ces deux alinéas que le recours ouvert au ministère public peut s'exercer en toutes circonstances, tandis que la personne soumise à l'épreuve ne peut l'exercer que s'il y a aggravation des conditions fixées par la décision judiciaire ou si les formalités relatives à la convocation et à la communication du dossier n'ont pas été observées.

De plus, ce recours n'est soumis à aucun délai.

Il s'ensuit que le ministère public et surtout la personne soumise à l'épreuve pourront indéfiniment remettre en question la décision de la commission.

Pour éviter qu'il en soit ainsi, il conviendrait de fixer un délai et de préciser que le recours est suspensif. Le délai de ce recours pourrait être fixé à dix jours comme pour l'appel en matière répressive.

L'alinéa 3 du § 2 serait en conséquence rédigé comme suit :

"La réquisition et la requête doivent être motivées. Le recours doit être introduit dans les dix jours. Il est suspensif".

Article 9.

L'article 9 prévoit la révocation de la suspension de la condamnation (§ 1er) et la révocation du sursis (§ 2).

.../...

Une condamnation à une peine criminelle ou à un emprisonnement principal durant le délai d'épreuve entraîne de plein droit la révocation de la suspension de la condamnation, qu'elle soit avec ou sans probation, ainsi que celle du sursis avec ou sans probation.

1. Révocation de la suspension de la condamnation.

La révocation de la suspension de la condamnation pose le problème du sort de la prescription de l'action publique.

Ainsi qu'il a été dit au commentaire de l'article 2, § 4, selon les déclarations du délégué du Gouvernement, la prescription de l'action publique est suspendue depuis la décision de suspension de la condamnation jusqu'à l'expiration du délai d'épreuve.

Dès lors il y a lieu de déterminer le sort de la prescription de l'action publique lorsque la suspension est révoquée. A cet égard les intentions du Gouvernement, telles qu'elles ont été exprimées par son délégué, paraissent pouvoir être résumées comme suit :

La révocation peut se produire pour différents motifs (article 9, § 1er, article 11).

Lorsque la suspension de la condamnation est prononcée sans probation, la survenance d'une condamnation à une peine criminelle ou à un emprisonnement principal pendant le délai entraîne de plein droit la révocation de la suspension (article 9, § 1er).

.../...

Dans ce cas, la prescription recommence à courir à partir de la date des faits qui ont provoqué cette condamnation et sera prolongée jusqu'à l'expiration de la prescription de ces faits.

La suspension de la condamnation avec probation est révoquée de plein droit comme la suspension de la condamnation sans probation.

Les effets de la prescription se produisent de la même manière qu'en matière de suspension simple.

Mais le projet prévoit que la suspension avec probation peut être révoquée pour des causes autres que la survenance d'une condamnation nouvelle : la conduite du coupable peut entraîner cette révocation (article 11, alinéas 1er et 3). Il conviendra de déterminer à partir de quel moment la prescription, dans pareil, cas reprendra son cours.

S'il est aisé de déterminer ce moment lorsqu'il s'agit d'une révocation de plein droit, il n'en est pas toujours de même lorsque la révocation est entraînée par la conduite du coupable : elle peut, en effet, se justifier par un ensemble de faits qui s'échelonnent sur une certaine période.

Il est dès lors nécessaire de fixer le moment à partir duquel la prescription de l'action publique va reprendre son cours. Ce pourrait être la date de la décision de révocation qui a acquis force de chose jugée.

D'autre part, si la suspension de la condamnation est révoquée par la survenance d'une condamnation par une juridiction du Congo belge ou du Ruanda-Urundi, la prescription de l'action publique reprend son cours à partir de la condamnation en Afrique qui a force de chose jugée.

2. Révocation du sursis.

La révocation du sursis pose le problème du sort de la prescription de la peine.

Ainsi qu'il a été dit à propos de l'article 4, le principe suivant lequel la prescription de la peine ne prend pas cours pendant le sursis reste d'application.

L'article 9, § 2, prévoit que le sursis est révoqué de plein droit par la survenance d'une condamnation nouvelle. Cette disposition n'innove pas davantage.

En cas de révocation de plein droit du sursis, la prescription de la peine commence à courir à partir des faits qui motivent la condamnation nouvelle.

Le sursis avec probation est révoqué de plein droit pour les mêmes causes. La prescription de la peine subit le même sort qu'en cas de sursis simple.

Mais le projet prévoit (article 11, alinéas 2 et 3) que le sursis avec probation peut être révoqué pour des causes autres que la survenance d'une

.../...

condamnation nouvelle; la conduite du condamné peut entraîner cette révocation. Il conviendra de déterminer à partir de quel moment la prescription prendra cours dans pareil cas.

S'il est aisé de déterminer ce moment lorsqu'il s'agit d'une révocation de plein droit, il n'en est pas toujours de même lorsque la révocation est provoquée par la conduite du condamné : elle peut, en effet, se justifier par un ensemble de faits qui s'échelonnent sur une certaine période.

Il est, dès lors, nécessaire de fixer le moment à partir duquel la prescription de la peine va prendre cours. Ce pourrait être la date de la décision de révocation qui a force de chose jugée.

Il conviendrait que les intentions du Gouvernement tant en ce qui concerne la prescription de l'action publique qu'en ce qui concerne la prescription de la peine, soient expressément traduites par le projet.

+

+

+

Il résulte des déclarations du délégué du Gouvernement que les règles du concours d'infractions ne s'appliquent pas lorsque la révocation de la suspension de la condamnation ou du sursis a lieu de plein droit.

.../...

Les peines appliquées pour l'infraction ancienne se cumulent indéfiniment avec les peines prononcées pour l'infraction nouvelle. Il y a lieu de préciser cette dérogation à l'article 60 du Code pénal.

L'article 2 du précédent projet tel qu'il avait été amendé le faisait dans les termes suivants : "les peines pour lesquelles la mise à l'épreuve avait été décidée et celles qui font l'objet de la condamnation nouvelle sont cumulées".

+
+ +

Au § 1er, alinéa 3, il y a lieu de remplacer le mot "colonie" par les mots "Congo belge" et "Ruanda-Urundi".

+
+ +

Au § 2, alinéa 1er, pour plus de clarté, il conviendrait de remplacer l'expression "sans sursis ou sans probation" par "sans sursis qu'il y ait ou non probation".

Article 11.

L'article 9 organise la révocation de plein droit de la suspension de la condamnation et du sursis lorsqu'une condamnation nouvelle survient pendant le délai d'épreuve.

.../...

L'article 11 organise la révocation facultative de la suspension de la condamnation et du sursis, prononcés avec probation, lorsque la conduite de la personne qui fait l'objet d'une mesure de probation laisse gravement à désirer ou si elle n'observe pas les conditions de probation.

Dans le premier cas, la commission de probation fait rapport au ministère public près la juridiction de jugement qui a statué en première instance ou dont la chambre du conseil a statué sur la suspension de la condamnation (article 11, alinéa 1er).

Dans le second cas, la commission fait rapport au ministère public près la juridiction qui a prononcé la peine et accordé le sursis avec probation (article 11, alinéa 2).

Dans l'un et l'autre cas, c'est-à-dire lorsque le coupable ou lorsque le condamné se conduit mal, le ministère public saisit la juridiction "compétente" qui décide s'il y a lieu d'imposer de nouvelles mesures de probation ou de révoquer la suspension de la condamnation ou le sursis (article 11, alinéa 3).

Pour déterminer la juridiction qui sera "compétente" pour se prononcer, il faut recourir à l'analyse des diverses hypothèses qui peuvent se présenter pour résoudre le problème.

Il y a lieu aussi de rechercher quel sera le ministère public compétent.

.../...

Dans le cas de révocation de la suspension de la condamnation avec probation, c'est le ministère public près la juridiction de jugement qui a statué en première instance ou dont la chambre du conseil a statué. Le tribunal de police n'ayant pas compétence pour appliquer la probation, ce sera toujours le procureur du Roi.

Dans le cas de révocation du sursis, c'est le "ministère public près la juridiction de jugement qui a prononcé cette mesure". Ce sera, selon qu'il y a eu appel ou non de la décision de première instance, le procureur général près la Cour d'appel ou le procureur du Roi.

Détermination de la juridiction compétente.

1. Révocation de la suspension de la condamnation

1° C'est la chambre du conseil qui a statué.

a) La décision n'a pas fait l'objet d'un appel.

Dans ce cas, la juridiction compétente est le tribunal correctionnel.

b) S'il y a eu appel.

Bien que la chambre des mises en accusation soit intervenue, c'est néanmoins, aux termes de l'article 11, alinéa 1er, le tribunal correctionnel qui sera compétent.

2° C'est le tribunal correctionnel qui a statué.

a) S'il n'y a pas eu appel, c'est le tribunal correctionnel qui est compétent.

.../...

- b) S'il y a eu appel, quoique ce soit la Cour qui ait statué, c'est aux termes de l'article 11, alinéa 1er, le tribunal correctionnel qui connaît de la révocation de la décision de la Cour.

II. Révocation du sursis avec probation.

C'est normalement le tribunal correctionnel qui a statué en première instance.

- a) S'il n'y a pas eu appel, c'est le tribunal correctionnel qui a statué qui est compétent.
- b) S'il y a eu appel, c'est la Cour qui a statué qui connaît de la révocation.

L'alinéa 3 in fine de l'article 11 prévoit que "la décision de révocation est toujours susceptible des voies de recours prévues au Code d'instruction criminelle".

Il résulte de l'analyse des différentes hypothèses qu'il y aura toujours possibilité, pour le coupable, de faire appel des décisions révoquant la suspension de la condamnation.

Par contre, lorsqu'il s'agit de la révocation du sursis, le condamné ne dispose pas de l'appel lorsque c'est la décision de la Cour qui a accordé ou confirmé le sursis, puisque c'est elle qui sera directement saisie.

.../...

Il y a lieu de remarquer encore que, selon le même alinéa 3 de l'article 11, "la juridiction compétente décide s'il y a lieu d'imposer de nouvelles conditions de probation ou de révoquer la suspension de la condamnation ou le sursis des peines...". La disposition passe sous silence l'éventualité du rejet de la demande de révocation qui pourrait se produire lorsque la juridiction saisie estime que les faits reprochés à l'intéressé ne sont pas assez graves pour justifier une modification des conditions de probation ou la révocation de la suspension de la condamnation ou du sursis.

Il ne résulte pas de ce silence que le Gouvernement ait l'intention de faire obstacle à des décisions de cette espèce.

Le projet refuse à la Cour d'assises le pouvoir de suspendre la condamnation (article 2, alinéa 1er). Mais il maintient le régime actuel qui lui donne compétence pour accorder le sursis. Il lui permet également d'accorder le sursis avec probation.

L'article 11, alinéa 3, prévoit la révocation du sursis par la Cour d'assises si la conduite du condamné laisse gravement à désirer ou s'il n'observe pas les conditions imposées. Dans ce cas, la Cour statue sans l'intervention du jury.

Cette procédure soulève plus d'une difficulté :

.../...

1. L'exposé des motifs justifie comme suit le refus par le projet de donner compétence à la Cour d'assises pour suspendre la condamnation :

"Il importe enfin de remarquer que l'article 98 de la Constitution établissant le jury en toutes matières criminelles et pour délits politiques et de presse, il y aurait lieu, en cas de déchéance de suspension, de convoquer pour prononcer la condamnation, une nouvelle Cour d'assises représentée soit par la Cour et le jury, soit par la Cour seule.

Or, dans le premier cas, la complication de la procédure et les frais à exposer seraient hors de proportion avec le but à atteindre et, dans le second, on s'écarterait des intentions du législateur du 23 août 1919, qui, en modifiant l'article 364 du Code d'instruction criminelle sur ce point, a voulu que la peine soit toujours prononcée par la Cour et le jury réunis".

Les mêmes difficultés se présentent lorsqu'il s'agit de la révocation du sursis. C'est la Cour et le jury réunis qui ont prononcé la peine et déterminé les conditions de probation auxquelles est subordonné le sursis. Il est normal que le même collège décide si le condamné est devenu indigne de bénéficier plus longtemps de la mesure. En donnant compétence à la Cour seule pour révoquer le sursis, le projet serait en opposition avec l'intention du législateur du 23 août 1919, telle que l'a précisée l'exposé des motifs.

2. L'article 89 de la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire dispose que "la tenue des assises a lieu tous les trois mois. Elles peuvent se tenir plus souvent si le besoin l'exige".

.../...

Où la révocation ne pourra être prononcée qu'au cours d'une session ordinaire, ou le procureur général sera tenu de réunir la Cour à cette seule fin.

3. Si le ministère public a procédé à l'arrestation du condamné mis sous probation en application de l'article 12, la Cour d'assises doit statuer dans les huit jours de cette arrestation.

4. L'exposé des motifs du projet constate au surplus que les Cours d'assises "n'usent d'ailleurs pratiquement pas de la faculté qui leur est reconnue par la législation actuelle de prononcer des condamnations conditionnelles".

Ces considérations conduisent à la conclusion qu'il ne serait pas plus expédient de donner à la Cour d'assises la faculté de prononcer le sursis avec probation que de suspendre la condamnation.

+

+ +

Il serait souhaitable de diviser, pour plus de clarté, l'article 11 en trois paragraphes et de consacrer le premier de ces paragraphes à la révocation de la suspension de la condamnation, le deuxième à la révocation du sursis et le troisième aux recours dont peuvent être frappées les décisions de révocation dans les deux cas.

.../...

Le texte ci-après est établi en conséquence. Il tient compte des conclusions de l'observation relative à la compétence de la chambre du conseil en matière de probation (commentaire de l'article 2, alinéa 2) et de l'observation ci-dessus relative à la Cour d'assises.

"Article 11.-

§ 1er. Si la conduite de la personne qui fait l'objet d'une mesure de probation par application de l'article 2 laisse gravement à désirer ou si elle n'observe pas les conditions imposées, la commission fait rapport au procureur du Roi près le tribunal de première instance qui a connu de l'infraction.

Le procureur du Roi, sur rapport de la commission ou agissant d'office, saisit cette juridiction.

Celle-ci décide s'il y a lieu ou non de révoquer la suspension de la condamnation. Elle peut aussi imposer de nouvelles conditions de probation.

Si la suspension est révoquée, le tribunal prononce la condamnation. En ce cas, l'emprisonnement principal ne peut dépasser deux ans.

§ 2. S'il s'agit d'une personne qui a fait l'objet d'une mesure de probation par application de l'article 3, la commission fait rapport au procureur du Roi près le tribunal de première instance qui a connu de l'infraction, ou, s'il y a eu appel, au procureur général près la Cour d'appel qui a statué.

.../...

Le ministère public, sur rapport de la commission ou agissant d'office, saisit le tribunal ou la Cour selon le cas.

La juridiction décide s'il y a lieu ou non de révoquer le sursis. Elle peut aussi imposer de nouvelles conditions de probation.

§ 3. Les décisions rendues par application des §§ 1er et 2 du présent article sont susceptibles des voies de recours prévues au Code d'instruction criminelle".

Article 12.

L'article 12 dispose que "le ministère public peut procéder à l'arrestation du condamné mis sous probation à charge d'en aviser les commissions de probation et d'en saisir la juridiction qui a prononcé la condamnation", avant même que le sursis n'ait été révoqué.

Cette arrestation doit être considérée comme un acte d'exécution du jugement.

Selon les intentions du Gouvernement, l'arrestation ne peut avoir lieu que dans les conditions déterminées par l'article 11, c'est-à-dire "si la conduite de la personne qui fait l'objet d'une mesure de probation laisse gravement à désirer ou si elle n'observe pas les conditions imposées". Cette précision devrait figurer dans le texte.

L'article 12 pourrait être rédigé comme suit :

"Article 12.-

Le ministère public peut faire écrouer le condamné placé sous probation si sa conduite laisse gravement à désirer ou s'il méconnaît gravement les conditions imposées, à charge ... (texte du Gouvernement)".

.../...

Article 13.

L'article 13 dispose que : "La condamnation avec probation est assimilée à une condamnation conditionnelle en ce qui concerne les incapacités attachées par la loi à certaines condamnations".

L'expression "est assimilée" est inexacte, car la condamnation avec probation est par nature une condamnation conditionnelle.

Cet article pourrait donc être omis.

S'il est maintenu, il devrait être rédigé comme suit :

"Article 13.-

Le sursis avec probation ne modifie pas les effets attachés par la loi à la condamnation conditionnelle en ce qui concerne les incapacités qui résultent de certaines condamnations".

Article 15.

Cet article a pour objet :

- 1° d'abroger au § 1er l'article 9 de la loi du 31 mai 1883 établissant la libération conditionnelle et les condamnations conditionnelles dans le système pénal;

- 2° d'adopter l'intitulé de la loi de 1888 à la teneur qu'elle conservera lorsque le présent projet sera devenu loi;
- 3° de maintenir en vigueur, par une disposition générale constituant le § 3, toutes les limitations apportées par des lois particulières à l'application du sursis dans les matières spéciales;
- 4° de soustraire au champ d'application de la condamnation conditionnelle, les peines pécuniaires établies pour assurer la perception des droits fiscaux;
- 5° de soustraire au champ d'application de la suspension de la condamnation, les infractions à des dispositions établies pour assurer la perception des droits fiscaux, quel que soit le caractère des peines qui les sanctionnent;
- 6° de soustraire au champ d'application de la suspension de la condamnation, toutes les infractions où, dans l'état actuel de la législation, l'application du sursis est exclue pour l'emprisonnement principal ou pour l'amende.

Il conviendrait, pour limiter le risque d'erreur dans le chef des praticiens du droit, que les objets dégagés dans l'analyse qui précède au 3° et au 6°, soient réalisés par des modifications textuelles apportées à chacune des lois qui limitent actuellement l'application du sursis.

Il s'agit notamment des lois et arrêtés énumérés ci-après :

1. Code pénal, article 135bis, modifié par la loi du 20 juillet 1939;
2. loi du 15 juin 1899 comprenant le titre 1er du Code de procédure pénale militaire, article 34, modifié par la loi du 24 juillet 1923, article 6;
3. loi du 29 août 1919 sur le régime de l'alcool, article 16, modifié par arrêté-loi du 14 novembre 1939, article 5;
4. lois coordonnées le 25 octobre 1921 organiques de l'enseignement primaire, article 11;
5. loi du 18 juillet 1924 sur la spéculation illicite en matière de denrées et marchandises, papiers et effets publics, article 3;
6. loi du 26 avril 1920 portant révision des titres IV à XI du Code électoral et modification à la loi du 19 octobre 1921, organique des élections provinciales, article 210, alinéa 6;
7. loi du 14 mai 1930 sur la radio-télégraphie, la radio-téléphonie et autres radio-communications, article 6;
8. loi du 28 décembre 1931 relative à la protection des bois et forêts appartenant à des particuliers, article 9;
9. loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions, article 4, modifié par la loi du 4 mai 1936, article 5, 4°;

10. arrêté royal n°42 du 15 décembre 1934 relatif au contrôle des caisses d'épargne privées et des entreprises, autres que les banques de dépôt, recevant des dépôts d'argent, article 41;
11. arrêté royal n°43 du 15 décembre 1934 relatif au contrôle des sociétés de capitalisation, article 18;
12. arrêté royal n°61 du 13 janvier 1935 limitant et réglementant la vente avec primes, article 5;
13. arrêté royal n°225 du 7 janvier 1936 réglementant les prêts hypothécaires et organisant le contrôle des entreprises de prêts hypothécaires, article 67;
14. arrêté royal du 29 septembre 1938 portant nouvelle publication du Code et Règlement général sur les taxes assimilées au timbre - Code, article 207;
15. arrêté-loi du 14 novembre 1939 relatif à la répression de l'ivresse, article 10;
16. arrêté-loi du 6 octobre 1944 relatif au contrôle des changes, article 9;
17. arrêté-loi du 30 décembre 1946 portant révision et coordination de la législation relative au transport rémunéré de personnes par véhicules automobiles, article 30;
18. loi du 19 mars 1951 concernant les accises, article 20 (cette loi n'est pas encore entièrement en vigueur);

19. dispositions légales concernant les débits de boissons fermentées, coordonnés le 3 avril 1953, article 41;
20. loi du 3 mars 1954 relative à l'ouverture, à l'agrandissement ou à l'extension de certains établissements de vente au détail, article 4.

+

+ +

L'objet dégagé au 4° de l'analyse vise à consacrer par la voie législative une interprétation donnée depuis le 24 octobre 1898 à l'article 9 de la loi du 31 mai 1888 par la Cour de cassation - (Cas. 24 octobre 1898 - Pas. 1898 - I - 314 - Cas. 23 novembre 1898 - Pas. 1899 - I - 35 et plus récemment Cas. 20 - IX - 43 Pas. 1943 - I - 350).

+

+ +

Le § 2, alinéa 1er, et le § 3, alinéa 1er, utilisent l'expression "la condamnation conditionnelle et la condamnation avec probation".

Ainsi qu'il a été précisé au commentaire de l'article 13, la condamnation avec probation est également une condamnation conditionnelle, puisque son exécution est suspendue.

La même remarque a été faite au sujet du § 2, alinéa 1er, de l'article 9.

Dès lors, il y a lieu aux §§ 2 et 3 de remplacer également l'expression "la condamnation conditionnelle et la condamnation avec probation" par l'expression plus exacte : "la condamnation conditionnelle avec ou sans probation".

Het aan de Raad van State voorgelegde ontwerp voert in het Belgische strafrecht een nieuwe regeling in, die de volgende kenmerken vertoont :

1. In de eerste plaats wordt het de rechter toegestaan, wanneer het hem voorkomt dat de als hoofdstraf uit te spreken veroordeling niet meer dan twee jaar gevangenisstraf dient te bedragen, de veroordeling op te schorten indien de verdachte voordien nooit tot een criminele straf of tot een correctionele hoofdgevangenisstraf is veroordeeld.

De veroordeling zal niet uitgesproken worden indien de verdachte binnen een door het gerecht te bepalen termijn van niet minder dan één en niet meer dan vijf jaar, niet wordt veroordeeld tot een criminele straf of tot een correctionele hoofdgevangenisstraf.

2. Indien de rechter het nuttig acht, kan hij deze gunst (opschorting van veroordeling) afhankelijk maken van een door de verdachte aangegane verbintenis, gedurende deze termijn de door de rechter bepaalde probation-voorwaarden in acht te nemen.

Heeft binnen de gestelde termijn een veroordeling tot een criminele straf of tot een correctionele hoofdgevangenisstraf plaats, dan wordt de opschorting der veroordeling van rechtswege ingetrokken; deze veroordeling zal dan worden uitgesproken door de rechter bij wie het nieuwe misdrijf aanhangig is gemaakt.

Indien het gedrag van degene ten opzichte van wie een probation-maatregel werd vastgesteld, zeer te wensen overlaat of indien hij de opgelegde voorwaarden niet nakomt, kan het gerecht de opschorting die het heeft toegestaan, ook intrekken. Andere probation-maatregelen kunnen hem trouwens worden opgelegd.

3. Het ontwerp behoudt inzake uitstel het systeem van de geldende wetgeving (wet van 31 mei 1888, gewijzigd bij de wet van 17 november 1947, artikel 9).

Het gerecht dat de veroordeling uitspreekt, kan het uitstel echter afhankelijk maken van een door de veroordeelde aangegane verbintenis, de door het gerecht opgelegde voorwaarden inzake probation gedurende de termijn van het uitstel in acht te nemen, indien de veroordeelde voordien nooit tot een criminele straf is veroordeeld.

Een opgeschorte veroordeling wordt niet ten uitvoer gelegd indien het uitstel niet is ingetrokken.

Uitstel met probation wordt, evenals in het geval van gewoon uitstel, van rechtswege ingetrokken indien de veroordeelde tijdens de gestelde termijn wordt veroordeeld tot een criminele straf of tot een correctionele hoofdgevangenisstraf van meer dan één maand.

.../...

Indien het gedrag van degene ten opzichte van wie een probation-maatregel is vastgesteld, zeer te wenschen overlaat of indien hij de opgelegde voorwaarden niet nakomt, kan het gerecht het uitstel intrekken of nieuwe voorwaarden opleggen.

In alle gevallen waarin de rechter probation gelast, of het nu gaat om opschorting van de uitspraak der veroordeling dan wel om opschorting van de tenuitvoerlegging der veroordeling, is het toezicht op de probation-maatregelen onderworpen aan controle van de probation-commissies, die de Koning opricht bij de in de hoofdplaats der provincies zetelende rechtbanken van eerste aanleg.

Deze commissies worden in hun taak bijgestaan door probation-agenten, wier ambt en rechtstoestand door de Koning worden bepaald.

+
+ +

Opschorting van de uitspraak der veroordeling zonder probation kan door alle vonnisgerechten - de hoven van assisen uitgezonderd - en, onder bijzondere omstandigheden, door de raadkamer worden uitgesproken.

.../...

Opschorting van de uitspraak der veroordeling met probation kan door alle vonnisgerechten, met uitzondering van het Hof van assisen en de politierechtbank, en, onder bijzondere omstandigheden, door de raadkamer worden uitgesproken.

Uitstel met probation kan door alle vonnisgerechten, behalve de politierechtbank, worden toegestaan.

Probation wordt slechts toegestaan mits de verdachte of de veroordeelde de verbintenis aangaat, zich te onderwerpen aan de voorwaarden die de rechter vaststelt.

Wanneer de raadkamer opschorting van de veroordeling met of zonder probation uitsprekt, is vereist dat de procureur des Konings in dezelfde zin vordert en dat de schade die het misdrijf aan derden heeft berokkend, is hersteld.

+

+ +

Het ontwerp sluit aan bij een vorig ontwerp, dat op 11 november 1952 bij het Parlement is ingediend en waarover de Raad van State op 9 juli 1952 advies heeft uitgebracht (Parl.Doc. Kamer 1952-1953, nr 11, Kamer 1954-1955 - 234, nr 2).

.../...

In het, trouwens veel minder ruim opgevatte, ontwerp van 11 november 1952 was geen sprake van opschorting van veroordeling of van opschorting van veroordeling met probation. Het beperkte zich tot het invoeren van een probation-regeling inzake uitstel en deed niet dezelfde problemen rijzen als nu het geval is met de invoering in ons strafstelsel van de opschorting der veroordeling. Daarbij zijn de opmerkingen te maken die thans volgen.

OPMERKINGEN.

=====

Artikel 2.

Volgens artikel 2, dat de opschorting van de uitspraak der veroordeling invoert, en volgens artikel 3 dat over het uitstel handelt, kan er van probation alleen sprake zijn indien de verdachte of de veroordeelde zich tot het inachtnemen van gestelde voorwaarden verbindt.

Noch over het tijdstip waarop de verbintenis wordt aangegaan, noch over de vormen dier verbintenis geeft het ontwerp enige aanwijzingen.

Dergelijke tot de procedure behorende bijzonderheden behoren in de wet te worden aangegeven.

Hiervoor kunnen de volgende regelen dienstig zijn :

.../...

Ingeval het gerecht de opschorting der veroordeling met probation denkt toe te passen, doet de rechter uitspraak over de schuld, waarna hij het openbaar ministerie en de schuldige hoort over de probation-voorwaarden die hij voor de opschorting der veroordeling wil gesteld zien.

Stemt de schuldige met de door de rechter gestelde eisen in, dan wordt zijn instemming op het zittingsblad opgetekend en spreekt de rechter de opschorting der veroordeling uit.

Weigert de schuldige met de probation-voorwaarden in te stemmen, dan past de rechter de door de wet gestelde straf toe.

+

+ +

In artikel 2, § 2, stelt het ontwerp, dat de opschorting der veroordeling met of zonder probation kan worden uitgesproken door de raadkamer, "buiten het geval waarin het misdrijf aan een ander een nog niet definitief vergoede schade heeft berokkend".

Alleen met de instemming van de verdachte en op eensluidende vordering van de procureur des Konings mag de raadkamer optreden.

.../...

Zij spreekt zich uit ofwel op het einde van het normale onderzoek ofwel, indien de onderzoeksrechter niet is opgetreden, op dagvaarding van de procureur des Konings.

Als onderzoeksgerecht heeft de raadkamer zitting met gesloten deuren.

Met de nieuwe bevoegdheid welke het ontwerp haar opdraagt, zal zij zich op dit gebied over de grond der zaak behoren uit te spreken : zij dient de schuld van de verdachte te constateren.

Meteen rijst de vraag, in hoever de procedure met gesloten deuren overeen te brengen is met het in artikel 96 van de Grondwet neergelegde beginsel aangaande de openbaarheid van de terechtzittingen der rechtbanken.

Het vierde lid van paragraaf 2 zegt dat "indien de verdachte erom verzoekt, ... de raadkamer ... de openbaarheid der debatten beveelt, onder voorbehoud van de toepassing van artikel 96 van de Grondwet" .

Met deze bepaling is de inachtneming van de grondwetsbepalingen niet op afdoende wijze verzekerd. De openbaarheid der terechtzittingen, vooral in strafzaken, is niet in het belang van de verdachten alleen ingevoerd maar ook in het belang van het gerecht zelf, dat in volle daglicht moet optreden, zodat iedereen zijn werking kan controleren.

.../...

RAIKEM, verslaggever in de middenafdeling van het congres, verklaarde hierover :

"Een waarborg die ten aanzien van alle rechtbanken geldt is : de openbaarheid. De rechter zal zijn beslissingen met groter omzichtigheid uitspreken indien zij aan censuur vanwege het publiek blootstaan".

ORBAN van zijn kant (Le droit constitutionnel de la Belgique, deel 2, blz. 663) schrijft :

"De openbaarheid der terechtzittingen, dit wil zeggen van het onderzoek en de debatten voor het gerecht, is bevorderlijk voor een goede rechtsbedeling.

Zij noopt de rechters tot groter omzichtigheid in het vervullen van hun taak.

Zij onderwerpt hen aan de controle van publiek en pers en bevordert aldus de inachtneming van de gerechtelijke vormen.

Vooraf in strafzaken is de openbaarheid een kostbare waarborg voor de verdachten : zij dwingt de beschuldiging ertoe, al haar middelen in het openbaar te doen gelden ; dank zij de openbaarheid komt het protest en het verzet onder het publiek, dat zich van een mogelijke onrechtvaardigheid of verdrukking bewust wordt, de verdachten ten goede. Men heeft ook gezegd dat de openbaarheid der debatten de rechtswetenschap ontwikkelt, de kennis der wetten vulgariseert en niet te versmaden is als een middel ter voorkoming van overtredingen van het strafrecht".

Hetzelfde probleem is gerezen bij het tot stand komen van de wet van 9 april 1930 tot bescherming der maatschappij tegen de abnormalen en de gewoontemisdadigers.

De wetgever van 1930 heeft aangenomen, dat de raadkamer bevoegd was zich uit te spreken over de in observatiestelling in een psychiatrische afdeling en over de internering der verdachten.

Inzake internering zegt artikel 9 van de wet van 1930, evenals het onderhavige voorontwerp, dat, "indien de verdachte het vraagt, de raadkamer en de kamer van inbeschuldigingstelling de getuigen horen en bevelen dat de behandeling openbaar zal zijn, behoudens toepassing van artikel 96 der Grondwet".

Over de openbaarheid der debatten is in het Parlement niet gediscussieerd.

Bij deze wet tekent WIGNY (Droit constitutionnel, deel II, blz. 769) echter aan, dat "volgens sommigen de openbaarheid der debatten, in strijd met artikel 96 van de Grondwet, een uitzondering is en ondergeschikt aan een uitdrukkelijk verzoek vanwege de verdachte (artikelen 5 en 9)".

Inzake sociaal verweer beperkt de raadkamer zich tot de constatatatie, dat de feiten vaststaan en door de verdachte zijn begaan. Over de schuld spreekt zij zich niet uit.

.../...

In het aan de Raad van State voorgelegde ontwerp daarentegen constateert de raadkamer niet alleen, dat de feiten vaststaan en door de verdachte zijn begaan, maar ook dat deze schuldig is. Alleen de veroordeling wordt niet uitgesproken. Indien zich naderhand een grond tot intrekking van de opschorting der veroordeling voordoet, zal de rechtbank, die zich over de intrekking behoort uit te spreken, de schuldvraag niet meer in het geding mogen brengen. De schuld moet geacht worden vast te staan en de opgeschorte veroordeling dient te worden uitgesproken.

Met het optreden van de raadkamer op dit gebied zijn trouwens nog andere bezwaren dan het gemis van openbaarheid gemoeid.

Het komt dit college niet toe, de aanhangige zaken te onderzoeken.

Om zich te laten voorlichten, mag zij geen getuigen horen of andere onderzoeksmaatregelen gelasten. Zij moet genoegen nemen met het gedane onderzoek of met het vooronderzoek van het openbaar ministerie. Acht zij zich onvoldoende voorgelicht, dan staat ze voor de keuze ofwel een beschikking van buitenvervolginstelling ofwel, indien de lasten toch zwaar genoeg zijn, een beschikking van verwijzing te verlenen.

.../...

Het optreden van de raadkamer kan tot tegenstrijdigheden in de beslissingen van een zelfde gerecht leiden. Dit zou het geval zijn telkens als zij, na de opschorting der veroordeling te hebben geweigerd, de zaak mocht hebben verwezen naar de rechter over de feiten, die, wellicht op grond van dezelfde gegevens, de door de raadkamer geweigerde opschorting der veroordeling zou kunnen toestaan.

. Deze overwegingen leiden tot de conclusie dat het dienstiger ware, de in het ontwerp omschreven bevoegdheid niet aan de raadkamer te verlenen, behalve indien men, waar dit nodig blijkt, een probationkamer in de vonnisgerechten inricht.

+
+ +

Paragraaf 4 van artikel 2 zegt, dat de veroordeling niet wordt uitgesproken indien de opschorting niet is ingetrokken.

Het verstrijken van de termijn en eventueel de uitvoering van de probation-voorwaarden maken een einde aan de publieke vordering.

Deze bepaling doet de vraag rijzen, wat gedurende de gestelde termijn met de verjaring van de publieke vordering geschiedt. In het ontwerp evenmin als in de memorie van toelichting is hierover iets gezegd.

.../...

Volgens de gemachtigde van de Regering wordt de verjaring van de publieke vordering geschorst vanaf de beslissing die de veroordeling opschort, tot het verstrijken van de proeftijd.

Artikel 9 betreft de intrekking van rechtswege van de opschorting der veroordeling, voor het geval dat tijdens de proeftijd veroordelingen zijn uitgesproken tegen degene wiens veroordeling is opgeschort.

Artikel 11 betreft de facultatieve intrekking van de opschorting der veroordeling met probation indien het gedrag van de persoon ten opzichte van wie een probation-maatregel werd vastgesteld, zeer te wensen overlaat of indien hij de opgelegde voorwaarden niet nakomt.

De intrekking van de opschorting der veroordeling heeft een terugslag op de verjaring van de publieke vordering.

Zo ook heeft de intrekking van het uitstel, zoals verder in verband met artikel 4 wordt uiteengezet, een terugslag op de verjaring van de straf.

Het probleem der verjaring wordt in zijn geheel behandeld bij het onderzoek van artikel 9.

+

+ +

.../...

Paragraaf 5 bevat een bepaling in de aard van artikel 24 van de wet op de kinderbescherming, waarbij aan de overheden wordt voorgeschreven geen melding te maken van "vervolgingen tegen kinderen ingesteld".

Evenmin als dit artikel 24, verhindert deze bepaling de toepassing van het besluit van de Regent van 28 december 1950 houdende algemeen reglement op de gerechtskosten in strafzaken, waarvan artikel 125 aan de procureur-generaal bij het Hof van beroep en aan de auditeur-generaal bij het Militair Gerechtshof bevoegdheid opdraagt om aan partijen uitgiften of afschriften der akten van onderzoek en rechtspleging af te geven in criminele-, correctionele- en politiezaken.

Artikel 3.

Artikel 3 betreft de veroordeling met uitstel.

De voorwaarden voor het toestaan van uitstel verschillen naargelang het gewoon uitstel dan wel uitstel met probation betreft.

Voor gewoon uitstel geldt de thans bestaande regeling. In dit opzicht wordt nauwelijks iets gewijzigd. Uitstel kan alleen worden toegestaan indien de uitgesproken straf ten hoogste twee jaar bedraagt (§ 1).

.../...

De uitgesproken straf mag meer dan twee jaar bedragen in geval van uitstel met probation. Alleen criminele straffen komen in dit geval niet voor deze regeling in aanmerking (§ 2).

In paragraaf 1 is grotendeels de tekst van het thans geldende artikel 9 van de wet overgenomen, in zover gewijzigd nochtans, dat het toegestane uitstel op alle uitgesproken hoofdgevangenisstraffen toepassing zal moeten vinden.

Deze wijziging zou in de volgende tekst duidelijker tot uiting komen :

"Indien de veroordeelde vroeger nog geen criminele straf of nog geen hoofdgevangenisstraf van meer dan drie maanden heeft opgelopen, kunnen de vonnisgerechten, wanneer zij tot een of meer straffen veroordelen, bij gemotiveerde beschikking bevelen dat de tenuitvoerlegging van het vonnis of arrest, of van de straffen die zij vaststellen, wordt uitgesteld voor een termijn waarvan zij de duur met ingang van de datum van het vonnis of arrest bepalen maar die niet minder dan één jaar of meer dan vijf jaar mag bedragen.

Ingeval de vonnisgerechten echter alleen voor bepaalde straffen die zij opleggen uitstel verlenen, moeten zij het op alle hoofdgevangenisstraffen toepassen".

.../...

Artikel 4.

Paragraaf 1 van dit artikel kan eenvoudiger als volgt worden gelezen :

" § 1. De veroordeling wordt niet ten uitvoer gelegd indien het uitstel niet wordt ingetrokken".

Deze bepaling wijzigt de bestaande regeling niet.

Het beginsel, dat de verjaring van de straf niet ingaat tijdens het uitstel, blijft van toepassing.

Volgens artikel 9, § 2, wordt het uitstel van rechtswege ingetrokken door het intreden van een nieuwe veroordeling. Dit voorschrift is evenmin een innovatie.

Volgens artikel 11 kan het uitstel met probation ingetrokken worden indien het gedrag van de betrokkene zeer te wensen overlaat of indien hij de opgelegde voorwaarden niet nakomt.

Zoals bij artikel 2 is gezegd, zullen de rechtsvragen in verband met de verjaring van de straf in geval van intrekking van het uitstel, in hun geheel bij het onderzoek van artikel 9 onder ogen worden genomen.

.../...

Paragraaf 3 bepaalt, zoals de bestaande wet, hoe de in de "kolonie" uitgesproken straffen met door Belgische rechtbanken toegepaste straffen worden gelijkgesteld.

Het woord "kolonie" vervange men door "Belgisch-Congo en Ruanda-Urundi".

Voorts zou nog een vormwijziging in deze paragraaf kunnen worden aangebracht, als volgt :

"§ 3. Voor de toepassing van de artikelen 2, 3 en 9 van deze wet wordt een door een gerecht van Belgisch-Congo of Ruanda-Urundi uitgesproken straf-dienst van acht dagen tot vijf jaar gelijkgesteld met een correctionele straf. Hij wordt met een criminele straf gelijkgesteld wanneer hij meer dan vijf jaar bedraagt".

Artikel 5.

De tekst van artikel 5 ware duidelijker als volgt :

"Artikel 5.-

Verdachten en veroordeelden, aan wie krachtens artikel 2 of artikel 3 een probation-maatregel is opgelegd, staan onder de controle van probation-commissies, door de Koning opgericht bij de rechtbank van eerste aanleg in de hoofdplaats van de provincie.

.../...

Deze commissies worden in hun taak bijgestaan door probation-agenten, wier ambt en rechtstoestand door de Koning worden bepaald".

Artikel 6.

Dit artikel regelt de samenstelling van de probation-commissies.

Het zegt onder meer dat daarin zitting heeft een advocaat gekozen op een tweevoudige lijst met drie namen, door de procureur des Konings en de stafhouder der Orde voorgedragen. Het is niet mogelijk uit te maken welke procureur des Konings en welke stafhouder hier worden bedoeld.

Het ware raadzaam nader te bepalen, dat het hier gaat om "de procureur des Konings en de stafhouder van de Orde die hun ambt in de hoofdplaats van de provincie uitoefenen", althans indien het dat is wat de Regering bedoelt.

+

+ +

Het tweede lid bepaalt : "De Koning regelt de territoriale bevoegdheid en de werkwijze van die commissies".

.../...

Volgens de verklaringen van de gemachtigde van de Regering wordt de bevoegdheid, behoudens afwijking, door de woonplaats van de verdachte of veroordeelde bepaald.

Dit beginsel behoort in de wet zelf te staan.

Dit tweede lid kan als volgt worden gelezen :

"Behoudens de door de Koning vastgestelde afwijkingen wordt de territoriale bevoegdheid door de woonplaats van de verdachte of veroordeelde bepaald.

De Koning regelt de werkwijze van deze commissie".

Artikel 8.

Paragraaf 2 van dit artikel luidt als volgt :

"§ 2. Van de door de commissie krachtens § 1 van dit artikel genomen beslissingen kan het openbaar ministerie, bij vordering, en de op de proef gestelde persoon, bij verzoekschrift, in beroep komen vóór het gerecht dat de probation-maatregel heeft uitgesproken.

.../...

De op de proef gestelde persoon kan dit beroep evenwel alleen uitoefenen indien de beslissing van de commissie de bij de rechterlijke beschikking gestelde voorwaarden heeft verscherpt of indien de in het derde lid van paragraaf 1 van dit artikel bepaalde formaliteiten niet werden in acht genomen".

Uit die twee alinea's blijkt, dat het openbaar ministerie onder alle omstandigheden beroep kan instellen, terwijl degene die onder proef staat, dit beroep alleen kan instellen wanneer de door de rechterlijke beschikking gestelde voorwaarden worden verscherpt of wanneer de vormvoorschriften betreffende de oproeping en betreffende de mededeling van het dossier niet zijn nagekomen.

Bovendien is dit beroep aan geen enkele termijn gebonden.

Het openbaar ministerie en vooral de onder proef staande persoon zullen dus de beslissing van de commissie te allen tijde opnieuw te berde kunnen brengen.

Om dit te verhinderen, behoort een termijn te worden vastgesteld en moet worden gezegd dat het beroep schorsende kracht heeft.

De termijn voor dit beroep kan op tien dagen worden vastgesteld zoals voor hoger beroep in strafzaken.

Het derde lid van paragraaf 2 ware dan als volgt te lezen :

.../...

"Vordering en verzoekschrift moeten met redenen omkleed zijn. Het beroep moet binnen tien dagen worden ingesteld. Het heeft schorsende kracht".

Artikel 9.

Artikel 9 betreft de intrekking van de opschorting der veroordeling (§ 1) en de intrekking van het uitstel (§ 2).

Veroordeling tot een criminele straf of tot een hoofdgevangenisstraf gedurende de proeftijd leidt van rechtswege tot intrekking van de opschorting der veroordeling met of zonder probation, en van het uitstel met of zonder probation.

1. Intrekking van de opschorting der veroordeling.

Bij de intrekking van de opschorting der veroordeling rijst de vraag, wat met de verjaring van de publieke vordering gebeurt.

Zoals bij de commentaar op artikel 2, § 4, is gezegd, verklaarde de gemachtigde van de Regering dat de verjaring van de publieke vordering geschorst is te rekenen vanaf de beslissing die de veroordeling opschort, tot het verstrijken van de proeftijd.

Blijft dus uit te maken wat gebeurt met de verjaring van de publieke vordering wanneer de opschorting wordt ingetrokken. De bedoelingen van de Regering, zoals zij door haar gemachtigde zijn uiteengezet, lijken als volgt te kunnen worden samengevat :

.../...

Intrekking kan om verschillende redenen plaats hebben (artikel 9, § 1, artikel 11).

Wanneer de opschorting der veroordeling zonder probation wordt uitgesproken, heeft een latere veroordeling tot een criminele straf of tot een hoofdgevangenisstraf gedurende de proeftijd, van rechtswege de intrekking van de opschorting tot gevolg (artikel 9, § 1).

In dit geval gaat de verjaring opnieuw in vanaf de datum van de feiten die tot deze veroordeling hebben geleid, en zal zij verlengd worden tot het verstrijken van de verjaring van deze feiten.

De opschorting der veroordeling met probation wordt van rechtswege ingetrokken, evenals de opschorting der veroordeling zonder probation.

De gevolgen van de verjaring doen zich op dezelfde wijze voor als in geval van gewone opschorting.

Het ontwerp stelt echter, dat de opschorting met probation om andere redenen dan het oplopen van een nieuwe veroordeling kan worden ingetrokken : bijvoorbeeld wegens het gedrag van de schuldige (artikel 11, eerste en derde lid). De vraag is dan, wanneer juist de verjaring in dergelijk geval opnieuw ingaat.

Bij intrekking van rechtswege is het niet moeilijk dat tijdstip vast te stellen ; het kan het wel worden wanneer de intrekking het gevolg is van het gedrag van de schuldige : zij kan immers te rechtvaardigen zijn door een geheel van feiten die over een bepaalde periode verspreid zijn.

.../...

Het is derhalve nodig vast te stellen op welk tijdstip de verjaring van de publieke vordering opnieuw ingaat. Dit zou de datum kunnen zijn van de in kracht van gewijsde gegane beslissing.

Indien van haar kant de opschorting van de veroordeling ingetrokken wordt ingevolge een veroordeling door een gerecht in Belgisch-Congo of Ruanda-Urundi, gaat de verjaring van de publieke vordering opnieuw in vanaf de in kracht van gewijsde gegane veroordeling in Afrika.

2. Intrekking van het uitstel.

Bij de intrekking van het uitstel rijst de vraag, wat met de verjaring van de straf gebeurt.

Zoals bij artikel 4 is gezegd, blijft het beginsel van toepassing, dat de verjaring van de straf niet tijdens het uitstel ingaat.

Artikel 9, § 2, bepaalt, dat het uitstel door de uitspraak van een nieuwe veroordeling van rechtswege wordt ingetrokken. Door deze bepaling wordt evenmin een nieuwigheid ingevoerd.

In geval van intrekking van het uitstel van rechtswege gaat de verjaring van de straf opnieuw in op de dag van de feiten die de nieuwe veroordeling wettigen.

Uitstel met probation wordt om dezelfde redenen van rechtswege ingetrokken. De verjaring van de straf deelt het lot van de verjaring bij gewoon uitstel.

Het ontwerp stelt echter in artikel 11, tweede en derde lid, dat uitstel met probation om andere redenen dan het oplopen van een nieuwe veroordeling kan worden ingetrokken : bijvoorbeeld wegens het gedrag van de veroordeelde. De vraag is dan, wanneer juist de verjaring in dergelijk geval opnieuw ingaat.

Bij intrekking van rechtswege is het niet moeilijk dat tijdstip vast te stellen ; het kan het wel worden wanneer de intrekking het gevolg is van het gedrag van de veroordeelde : zij kan immers te rechtvaardigen zijn door een geheel van feiten die over een bepaalde periode verspreid zijn.

Het is derhalve nodig, vast te stellen op welk tijdstip de verjaring van de straf ingaat. Dit zou de datum kunnen zijn van de in kracht van gewijsde gegane beslissing tot intrekking.

De Regering dient haar bedoelingen zowel wat de verjaring van de publieke vordering als wat de verjaring van de straf betreft uitdrukkelijk in het ontwerp tot uiting te brengen.

+

+ +

.../...

Volgens de verklaringen van de gemachtigde van de Regering vinden de regelen inzake samenloop van misdrijven geen toepassing wanneer de intrekking van de opschorting der veroordeling of van het uitstel van rechtswege plaats heeft.

De straffen toegepast op het vroegere misdrijf worden tot in het oneindige gevoegd bij de wegens het nieuwe misdrijf uitgesproken straffen. Deze afwijking van artikel 60 van het Strafwetboek zou nader moeten worden aangegeven.

Artikel 2 van het vorige geamendeerd ontwerp deed het in dezer voege : "de straffen waarvoor tot de opdeproefstelling werd besloten en die welke bij de nieuwe veroordeling werden uitgesproken, (worden) samen opgelegd".

+
+ +

In § 1, derde lid, vervange men het woord "kolonie" door "Belgisch-Congo en Ruanda-Urundi".

+
+ +

In § 2, eerste lid, leze men duidelijkheidshalve "zonder uitstel, of er al dan niet probation is" in plaats van "zonder uitstel of probation".

.../...

Artikel 11.

Artikel 9 betreft de intrekking van rechtswege van de opschorting van de veroordeling en van het uitstel wanneer gedurende de proeftijd een nieuwe veroordeling wordt uitgesproken.

Artikel 11 regelt de facultatieve intrekking van de opschorting van de veroordeling en van het uitstel, beide uitgesproken met probation, wanneer het gedrag van de persoon ten opzichte van wie een probation-maatregel werd vastgesteld, zeer te wensen overlaat of wanneer hij de opgelegde probation-voorwaarden niet nakomt.

In het eerste geval brengt de probation-commissie verslag uit aan het openbaar ministerie bij het vonnisgerecht dat in eerste aanleg uitspraak heeft gedaan of waarvan de raadkamer uitspraak heeft gedaan over de opschorting der veroordeling (artikel 11, eerste lid).

In het tweede geval brengt de commissie verslag uit aan het openbaar ministerie bij het gerecht dat de straf heeft uitgesproken en het uitstel met probation heeft toegestaan (artikel 11, tweede lid).

In beide gevallen, dit wil zeggen wanneer de schuldige of de veroordeelde zich slecht gedraagt, maakt het openbaar ministerie de zaak aanhangig bij het "bevoegde" gerecht, dat beslist of nieuwe probation-maatregelen moeten worden opgelegd dan wel of de opschorting der veroordeling of het uitstel moet worden ingetrokken (artikel 11, derde lid).

.../...

Om uit te maken, welke rechtbank tot uitspraak "bevoegd" zal zijn, is het nodig een nader onderzoek te wijden aan de verschillende hypothesen die zich kunnen voordoen.

Ook dient te worden nagegaan welk openbaar ministerie bevoegd zal zijn.

Ingeval de opschorting van de veroordeling met probation wordt ingetrokken, is bevoegd het openbaar ministerie bij het vonnisgerecht dat in eerste aanleg uitspraak heeft gedaan of waarvan de raadkamer uitspraak heeft gedaan. Daar de politierechtbank niet bevoegd is om probation toe te passen, is het altijd de procureur des Konings.

Ingeval het uitstel wordt ingetrokken, is bevoegd het "openbaar ministerie bij het vonnisgerecht dat die mantregel heeft uitgesproken". Naargelang er al dan niet hoger beroep is geweest tegen de beslissing in eerste aanleg, is dus de procureur-generaal bij het Hof van beroep of de procureur des Konings bevoegd.

Vaststelling van het bevoegde gerecht.

1. Intrekking van de opschorting der veroordeling.

1° Uitspraak is gedaan door de raadkamer.

a) Tegen de beslissing is geen hoger beroep ingesteld.

In dat geval is de correctionele rechtbank bevoegd.

.../...

- b) Er is hoger beroep geweest.

Ofschoon de kamer van inbeschuldigingstelling is opgetreden, is luidens artikel 11, eerste lid, niettemin de correctionele rechtbank bevoegd.

2° Uitspraak is gedaan door de correctionele rechtbank.

- a) Indien geen hoger beroep is ingesteld, is de correctionele rechtbank bevoegd.
- b) In geval van hoger beroep is, niettegenstaande het Hof uitspraak heeft gedaan, de correctionele rechtbank luidens artikel 11, eerste lid, bevoegd om kennis te nemen van de intrekking van de beslissing van het Hof.

II. Intrekking van het uitstel met probation.

Normaal heeft de correctionele rechtbank in eerste aanleg uitspraak gedaan.

- a) Indien geen hoger beroep is ingesteld, is de correctionele rechtbank die uitspraak heeft gedaan bevoegd.
- b) In geval van hoger beroep staat de intrekking ter kennisneming van het Hof dat uitspraak heeft gedaan.

Volgens het derde lid in fine van artikel 11 "kunnen tegen de beslissing tot intrekking steeds de in het Wetboek van strafvordering bepaalde rechtsmiddelen aangewend worden".

.../...

Uit het onderzoek van de verschillende hypothesen blijkt, dat het de schuldige altijd mogelijk zal zijn in hoger beroep te komen tegen beslissingen die de opschorting van de veroordeling intrekken.

Daarentegen staat de veroordeelde geen hoger beroep open in geval van intrekking van het uitstel, wanneer dit uitstel door een beslissing van het Hof toegestaan of bevestigd is, aangezien in dit geval het Hof rechtstreeks de zaak tot behandeling krijgt.

Voorts is nog op te merken, dat volgens hetzelfde derde lid van artikel 11 "het bevoegde gerecht beslist of er aanleiding bestaat tot het opleggen van nieuwe voorwaarden dan wel tot intrekking van de opschorting van de veroordeling of van het uitstel van de tenuitvoerlegging der straffen...". Bij dit voorschrift is uit het oog verloren, dat het verzoek om intrekking nog kan worden verworpen indien het gerecht dat de zaak onderzoekt, van oordeel is dat de ten laste van de belanghebbende gelegde feiten niet ernstig genoeg zijn om een wijziging van de probationvoorwaarden of de intrekking van de opschorting van de veroordeling of van het uitstel te rechtvaardigen.

Hieruit volgt evenwel niet, dat de Regering dergelijke beslissingen wil verhinderen.

.../...

Het ontwerp ontzegt het Hof van assisen de bevoegdheid om de veroordeling op te schorten (artikel 2, eerste lid). Maar het behoudt de huidige regeling, waarin het Hof bevoegd is tot het verlenen van uitstel. Het staat het Hof eveneens toe, uitstel met probation te verlenen.

Artikel 11, derde lid, bepaalt, dat het uitstel door het Hof van assisen kan worden ingetrokken indien het gedrag van de veroordeelde zeer te wensen overlaat of indien hij de opgelegde voorwaarden niet nakomt. In dat geval beslist het Hof van assisen buiten bemoeiing van de jury.

Aan deze procesgang is meer dan één bezwaar verbonden :

1. De memorie van toelichting verantwoordt als volgt de weigering om het Hof van assisen voor opschorting van de veroordeling bevoegd te maken :

"Er dient tenslotte opgemerkt dat er, aangezien artikel 98 van de Grondwet voor alle misdaden en voor politieke misdrijven en persmisdrijven de jury instelt, in geval van verval van opschorting, voor het uitspreken van de veroordeling, een nieuw Hof van assisen zou dienen worden bijeengeroepen, vertegenwoordigd ofwel door het Hof en de jury; ofwel door het Hof alleen.

Welnu, in het eerste geval zouden de ingewikkeldheid van de procedure en de te maken kosten buiten verhouding zijn met het nagestreefde doel en, in het tweede geval

.../...

zou men afwijken van de bedoelingen van de wetgever van 23 augustus 1919 die, door op dat punt artikel 364 van het Wetboek van strafvordering te wijzigen, gewild heeft dat de straf altijd door het Hof en de jury verenigd uitgesproken wordt".

Dezelfde bezwaren doen zich voor wanneer het gaat om intrekking van het uitstel. Hof en jury samen hebben de straf uitgesproken en de probation-voorwaarden vastgelegd waaronder het uitstel is toegestaan. Het is normaal dat hetzelfde college beslist of de veroordeelde deze maatregel verder onwaardig is geworden. Door alleen het Hof bevoegd te verklaren tot het intrekken van het uitstel, zou het ontwerp in strijd komen met de bedoeling van de wetgever van 23 augustus 1919, zoals deze in de memorie van toelichting is uiteengezet.

2. Artikel 89 van de wet van 18 juni 1869 op de rechterlijke inrichting bepaalt : "Er worden alle drie maanden assisen gehouden. Indien het nodig is, kunnen er meer gehouden worden".

Of wel zal de intrekking in de loop van een gewone zitting alleen kunnen worden uitgesproken, of wel zal de procureur-generaal het Hof alleen hiervoor moeten bijeenroepen.

.../...

3. Indien het openbaar ministerie bij toepassing van artikel 12 de onder probation gestelde veroordeelde heeft doen aanhouden, moet het Hof van assisen uitspraak doen binnen acht dagen na deze aanhouding.

4. De memorie van toelichting bij het ontwerp stelt bovendien vast, dat de Hoven van assisen "overigens in de praktijk geen gebruik maken van het recht dat hun door de huidige wetgeving toegekend wordt om voorwaardelijke veroordelingen uit te spreken".

Deze overwegingen leiden tot de conclusie, dat het evenmin dienstig lijkt het Hof van assisen gelegenheid te geven om het uitstel met probation uit te spreken als om de veroordeling op te schorten.

+

+

+

Duidelijkheidshalve ware artikel 11 beter ingedeeld in drie paragrafen: een eerste handelend over de intrekking van de opschorting der veroordeling, een tweede over de intrekking van uitstel en een derde over de beroepen die in beide gevallen tegen de intrekkingbeslissingen kunnen worden gericht.

.../...

De onderstaande tekst werd dienovereenkomstig opgesteld. Daarin is rekening gehouden met de conclusies van de opmerking betreffende de bevoegdheid van de raadkamer inzake probation (commentaar op artikel 2, tweede lid) en met de zoëven gemaakte opmerking betreffende het Hof van assisen.

"Artikel 11.--

§ 1. Zo het gedrag van de persoon, ten opzichte van wie met toepassing van artikel 2 een probation-maatregel werd vastgesteld, zeer te wensen overlaat of zo hij de opgelegde voorwaarden niet nakomt, brengt de commissie verslag uit aan de procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg die van het misdrijf heeft kennis genomen.

De procureur des Konings maakt, op verslag van de commissie of van ambtswege, de zaak aanhangig bij dit gerecht.

Dit gerecht beslist of de opschorting van de veroordeling al dan niet moet worden ingetrokken. Het kan ook nieuwe probation-voorwaarden opleggen.

Bij intrekking van opschorting spreekt het gerecht de veroordeling uit. In dit geval bedraagt de hoofd-gevangenisstraf ten hoogste twee jaar.

§ 2. Betreft het een persoon, ten opzichte van wie met toepassing van artikel 3 een probation-maatregel werd vastgesteld, dan brengt de commissie verslag uit aan

.../...

de procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg die van het misdrijf heeft kennis genomen, of, in geval van hoger beroep, aan de procureur-generaal bij het Hof van beroep dat uitspraak heeft gedaan.

Het openbaar ministerie maakt op verslag van de commissie of van ambtswege, de zaak, naar gelang van het geval, aanhangig bij de rechtbank of het Hof.

Het gerecht beslist of het uitstel al dan niet moet worden ingetrokken. Het kan ook nieuwe probation-voorwaarden opleggen.

§ 3. Tegen beslissingen gewezen met toepassing van de eerste twee paragrafen van dit artikel kunnen de in het Wetboek van strafvordering bepaalde rechtsmiddelen worden aangewend".

Artikel 12.

Volgens dit artikel "kan het openbaar ministerie de onder probation gestelde veroordeelde doen aanhouden, met last hiervan de probation-commissie in kennis te stellen en de zaak aanhangig te maken bij het gerecht dat de veroordeling heeft uitgesproken", nog vóór het uitstel is ingetrokken.

Deze aanhouding moet als een daad van tenuitvoerlegging van het vonnis worden beschouwd.

.../...

Volgens de bedoeling van de Regering kan de aanhouding alleen in de door artikel 11 gestelde voorwaarden plaats hebben, dit wil zeggen "indien het gedrag van de persoon, ten opzichte van wie met toepassing van artikel 2 een probation-maatregel werd vastgesteld, zeer te wensen overlaat of indien hij de opgelegde voorwaarden niet nakomt". Deze verduidelijking dient in de tekst te staan.

Artikel 12 kan als volgt worden gelezen :

"Artikel 12.-

Het openbaar ministerie kan de onder probation gestelde veroordeelde in de gevangenis doen opsluiten indien zijn gedrag zeer te wensen overlaat of indien hij ernstig tekortkomt aan de opgelegde voorwaarden, met last ... (tekst van de Regering)".

Artikel 13.

Artikel 13 bepaalt : "De veroordeling met probation wordt, wat de onbekwaamheden betreft die door de wet aan sommige veroordelingen verbonden zijn, gelijkgesteld met een voorwaardelijke veroordeling".

De uitdrukking "wordt gelijkgesteld" is onjuist, aangezien de veroordeling met probation uiteraard een voorwaardelijke veroordeling is.

Dit artikel kan dus wegvallen.

.../...

Wordt het niettemin behouden, dan zou het als volgt moeten worden gelezen :

"Artikel 13.-

Het uitstel met probation verandert niets aan de gevolgen die de wet aan de voorwaardelijke veroordeling verbindt wat de onbekwaamheden betreft die uit bepaalde veroordelingen voortvloeien".

Artikel 15.

Dit artikel strekt er toe :

- 1° in § 1 opheffing voor te schrijven van artikel 9 van de wet van 31 mei 1888 waarbij de voorwaardelijke veroordelingen in het strafstelsel worden ingevoerd;
- 2° het opschrift van de wet van 1888 aan te passen aan de inhoud die deze wet nog zal hebben na door de ontworpen wet te zijn gewijzigd;
- 3° door een algemene bepaling (§ 3) alle beperkingen te handhaven die bijzondere wetten aan de toepassing van uitstel in bijzondere aangelegenheden stellen;
- 4° de geldstraffen bestemd om in de betaling van fiscale rechten te voorzien, te onttrekken aan het toepassingsgebied van de voorwaardelijke veroordeling;

.../...

- 5° de overtredingen van bepalingen bestemd om in de betaling van fiscale rechten te voorzien, te onttrekken aan het toepassingsgebied van de opschorting der veroordeling ongeacht de aard van de daarop gestelde straffen;
- 6° alle misdrijven waarvoor, in de huidige stand van de wetgeving, toepassing van het uitstel voor de hoofdgevangenisstraf of de geldboete is uitgesloten, te onttrekken aan het toepassingsgebied van de opschorting der veroordeling.

Om vergissingen bij de rechtsbeoefenaars zoveel mogelijk te voorkomen, dienen de in bovenstaande analyse onder de nummers 3 en 6 genoemde oogmerken te worden verwezenlijkt door wijzigingen in de tekst zelf van elk der wetten die thans de toepassing van het uitstel beperken.

Het betreft inzonderheid de hierna volgende wetten en besluiten :

1. Strafwetboek, artikel 135 bis, gewijzigd bij de wet van 20 juli 1939;
2. wet van 15 juni 1899 inhoudende titel I van het Wetboek van strafrechtspleging in het leger, artikel 34, gewijzigd bij de wet van 24 juli 1923, artikel 6;
3. wet van 29 augustus 1919 op het regime van de alcohol, artikel 16, gewijzigd bij de besluitwet van 14 november 1939, artikel 5;

.../...

4. samengeordende wetten van 25 oktober 1921 tot inrichting van het lager onderwijs, artikel 11;
5. wet van 18 juli 1924 op de wederrechtelijke speculatie inzake levensmiddelen en koopwaren, handelspapieren en -effecten, artikel 3;
6. wet van 26 april 1929 tot herziening der titels IV tot XI van het Kieswetboek en tot wijziging der wet van 19 oktober 1921, houdende inrichting der provincieraadsverkiezingen, artikel 210, zesde lid;
7. wet van 14 mei 1930 op de radiotelegrafie, de radiotelefonie en andere radioverbindingen, artikel 6;
8. wet van 28 december 1931 op de bescherming van aan particulieren toebehorende bossen en wouden, artikel 9;
9. wet van 3 januari 1933 op de vervaardiging van, de handel in en het dragen van wapenen en op de handel in munitie, artikel 4, gewijzigd bij de wet van 4 mei 1936, artikel 5, 4°;
10. koninklijk besluit nr 42 van 15 december 1934 betreffende de controle op de private spaarkassen en de ondernemingen die, zonder depositobanken te zijn, gelddeposito's ontvangen, artikel 41;
11. koninklijk besluit nr 43 van 15 december 1934 betreffende de controle op de kapitalisatieondernemingen, artikel 18;

.../...

12. koninklijk besluit nr 61 van 13 januari 1935 houdende beperking en reglementering van de verkoop met premiën, artikel 5;
13. koninklijk besluit nr 225 van 7 januari 1936 tot reglementering van de hypothecaire leningen en tot inrichting van de controle op de ondernemingen van hypothecaire leningen, artikel 67;
14. koninklijk besluit van 29 september 1938 houdende nieuwe publicatie van het Wetboek en de Algemene Verordening betreffende de met het zegel gelijkgestelde taxe - Wetboek, artikel 207;
15. besluitwet van 14 november 1939 betreffende de beteugeling van de dronkenschap, artikel 10;
16. besluitwet van 6 oktober 1944 betreffende de controle op de wissel, artikel 9;
17. besluitwet van 30 december 1946 houdende herziening en coördinatie van de wetgeving betreffende het bezoldigd vervoer van personen door middel van automobielen, artikel 30;
18. wet van 19 maart 1951 inzake accijnzen, artikel 20 (deze wet is nog niet in haar geheel in werking getreden);
19. wettelijke bepalingen betreffende de slijterijen van gegiste dranken, samengeordend op 3 april 1953, artikel 41;

20. wet van 3 maart 1954 betreffende de opening, de vergroting of de uitbreiding van zekere kleine verkoopsbedrijven, artikel 4.

+
+ +

Met het onder 4° van de analyse genoemde onderwerp wordt bedoeld, wettelijke bekrachtiging te geven aan een interpretatie welke het Hof van Cassatie sinds 24 oktober 1898 aan artikel 9 van de wet van 31 mei 1888 heeft gegeven (Cass. 24 oktober 1898, Pas. 1898, I, 314; Cass. 28 november 1898, Pas. 1899, I, 35 en recenter : Cass. 20 - IX - 43 Pas. 1943 - I - 350).

+
+ +

§ 2, eerste lid, en § 3, eerste lid, gebruiken de uitdrukking "de voorwaardelijke veroordeling en de veroordeling met probation".

Zoals in de commentaar op artikel 13 is gezegd, is de veroordeling met probation ook een voorwaardelijke veroordeling, aangezien haar tenuitvoerlegging wordt opgeschort.

Dezelfde opmerking is gemaakt bij § 2, eerste lid, van artikel 9.

.../...

In § 2 en § 3 ware de uitdrukking "de voorwaardelijke veroordeling en de veroordeling met probation" te vervangen door de juistere uitdrukking "de voorwaardelijke veroordeling met of zonder probation".

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : F. LEPAGE,
de Heren :

conseiller d'Etat, président
raadsheer van State, voorzitter

J. COYETTE,
G. VAN BUNHEN,

conseillers d'Etat,
raadsheren van State,

A. BERNARD,
Ch. VAN REEPINGHEN,

assesseurs de la
section de législation,
bijzitters van de
afdeling wetgeving,

J. CYPRES,

greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. LEPAGE. Le rapport a été présenté par M. l'auditeur général.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. LEPAGE. Het verslag werd uitgebracht door de H. auditeur generaal.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) J. CYPRES.

(s) F. LEPAGE.